

21 septembre, minuit : On a sonné à ma porte à la même heure qu'hier. C'est, de nouveau, le neveu de Van Co. Mais, comparée à celle qu'il arborait hier, sa mine d'aujourd'hui me semble radieuse. Son oncle vient d'être relâché. Il pourra coucher chez lui et a voulu que je sois averti sans retard du résultat de mes démarches. Un premier avantage est acquis : Van Co pourra plus facilement, maintenant, faire éclater son innocence.

1^{er} mars 1950 : « L'affaire des fuites » qui a tenu si longtemps la vedette dans les journaux ne paraît pas loin d'être terminée. Georges Bidault qui, entre-temps, a succédé à Ramadier, a demandé la formation d'une commission d'enquête, devant laquelle Van Co a été appelé à se justifier. Toute son activité a été passée au crible. Il a dû d'abord s'expliquer sur ses libéralités envers un certain nombre de parlementaires dont il souhaitait le concours pour obtenir la reconnaissance du gouvernement Xuan. On a publié ses comptes dans les journaux, ce qui n'a pas laissé d'embarrasser quelques personnalités qui avaient accepté, bien innocemment, de déjeuner avec lui. Dans l'ensemble le général Revers, quoique avec un peu de gêne, a confirmé sa version : l'un et l'autre ont été les dupes de Peyré dont la faconde les avait fascinés. Quant à la « fuite », c'était sans doute à Peyré lui-même qu'il fallait l'imputer. Mais l'aventurier n'était plus là pour accuser ou se disculper. Peu soucieuse de l'entendre étaler en public ses intrigues, la police a mieux aimé lui fournir un passeport pour le Brésil où il devra se faire oublier.

Quant à Van Co, ses rêves d'ambition se sont effeuillés. Bien qu'il ait été libéré de toute poursuite, les campagnes de presse, dirigées contre lui, qui le représentent comme un corrupteur, lui interdisent désormais d'avoir, en France, une activité politique ou diplomatique. Et, comble de malheur, la démission de Xuan, l'échec de Bao-Daï, la formation d'un gouvernement vietnamien, hostile au précédent, semblent également le bannir pour longtemps de son pays d'origine.

A VIENNE CHEZ LA FILLE DU PRINCE HERITIER RUDOLF, MORT A MAYERLING

2 septembre 1952 : Premier voyage à l'étranger, depuis la fin de la guerre. J'ai retrouvé Vienne bien changée. La capitale est occupée par les quatre Alliés, et on ne sait trop quels sont les plus gênants pour la population, des Russes, des Américains, des Anglais ou des Français. Pour beaucoup ce sont les Moscovites... Mais pour quelques-uns, assez nombreux, c'est nous. Telle est l'opinion, en tout cas, de mon vieil ami, le baron Jean de Bourgoïn que ses origines inclinent pourtant à l'indulgence. Issu du côté paternel d'une noble famille de Bourgogne, mais tchèque par sa mère, une princesse Kinsky, dont un ascendant fut ministre de l'Impératrice Marie-Thérèse, il a été amené de bonne heure à choisir sa nationalité. Son père, aide de camp de François-Joseph l'y poussant, bien qu'il eût fait son service militaire à Poitiers dans les dragons, il opta finalement pour l'Autriche. Mais, en 1914, l'empereur lui promit, en l'appelant dans sa maison militaire, de ne jamais l'envoyer combattre sur le front de l'Ouest. Incorporé comme capitaine dans un régiment hongrois, il put donc durant toute la campagne vitupérer contre ses bêtes noires : la Prusse et les Prussiens.

La seconde guerre l'a frappé plus durement que la première. Non seulement elle l'a ruiné, ses propriétés de Bohême ayant été confisquées par les communistes, mais elle l'a atteint dans son corps. Lors des bombardements qui ont détruit le centre de la cité, il a été gravement blessé et a dû passer trois mois à l'hôpital. Mais ni sa santé, ni sa prestance n'en ont été amoin-

dries. L'âge, non plus, ne l'a pas diminué. De très haute taille, bien qu'il ait maintenant soixante-dix ans, il n'en paraît guère que cinquante. Son humeur, elle aussi, ne s'est pas vraiment ressentie de ses revers de fortune. Tout au plus en veut-il à la municipalité socialiste qui lui refuse le parcours gratuit en tramway, accordé jusqu'ici aux gentilshommes de son rang. Devenu l'historien de Marie-Louise et du roi de Rome, il se console de ses déboires en fouillant les « Archives de l'Etat et de la Cour ». Il lui suffit d'avoir retrouvé son tranquille appartement de la Löwelstrasse. C'est là qu'il m'a reçu aujourd'hui. J'ai gravi l'escalier de pierre aux marches usées ; au deuxième étage une lourde porte de chêne s'est entrouverte ; une vieille domestique m'a demandé mon nom à voix basse ; j'ai été introduit dans le cabinet de travail où le baron passe la moitié de ses journées, l'autre moitié étant réservée aux réceptions mondaines, où se coudoient grands seigneurs déchus et jeunes élites.

Nous avons parlé longuement ; le jour a baissé ; bientôt les chaudes reliures de la bibliothèque ont viré au brun foncé ; la tenture rouge s'est assombrie jusqu'à paraître tout à fait noire...

20 septembre : Spectacle gratuit aujourd'hui dans la cour de la nouvelle Hofburg sur laquelle flotte le pavillon soviétique, timbré de la faucille et du marteau. Comme tous les jours, à dix heures, un colonel ventru passe en revue un bataillon de la garde. Les hommes sont impeccables, tous jeunes et beaux dans leur uniforme vert bien coupé. Ils répondent au salut de leur chef d'une seule voix, dans leur langue chantante et pourtant virile.

Peu de badauds pour les contempler. La plupart des passants traversent la place sans s'arrêter ; tout au plus jettent-ils un regard furtif, plus méprisant qu'effrayé.

Dans le peuple, cependant, il est incontestable que les rapports avec les « rouges » commencent à s'améliorer. Certes, à leur arrivée, ils avaient fait peur à tout le monde. Les femmes redoutaient surtout d'être violées.

— Chez moi, m'a raconté Mme de Bourgoing, un soldat se présenta, dès le premier jour de l'occupation, porteur d'un billet de logement concernant un officier et son ordonnance. Le soldat nous a toisés : « Toi, a-t-il dit à la bonne — elle était plus jeune que celle que nous avons en ce moment — tu seras pour moi. La dame sera pour mon capitaine. »

Je me demandais si tout cela était sérieux, lorsque l'offi-

cier s'est montré. Informé des prétentions de son subordonné, il s'est mis en colère et a puni sévèrement l'insolent qui n'était, sans doute, qu'un fanfaron...

Mais tout ceci appartient déjà au passé. Personne n'ignore plus maintenant que la discipline est aussi stricte dans l'armée soviétique que dans les autres armées alliées. Aussi s'est-il esquissé une sorte de rapprochement de classe entre les « prolétaires » en uniforme et le menu peuple de Vienne : les jeunes ouvrières répondent par un salut de la main au sourire des sentinelles qui montent la garde devant les hôtels où logent les états-majors ; les garçons des écoles ne refusent plus la cigarette que leur offrent les soldats russes.

30 septembre : Appelé par un coup de téléphone, je suis revenu, aujourd'hui, chez le baron de Bourgoing. Il désirait me faire connaître celle que les Viennois considèrent comme la première dame de leur pays : l'archiduchesse Elisabeth, petite-fille de l'empereur François-Joseph et du roi Léopold II de Belgique, fille — et ici j'ai dressé l'oreille — du prince héritier Rudolf, mort à Mayerling, lorsqu'elle avait six ans, dans les bras d'une petite baronne hongroise.

Avant de m'emmener à son château, le baron a voulu me raconter son histoire : Mariée à dix-huit ans par la volonté de son grand-père au prince de Windischgraetz, après douze années d'une vie conjugale, sans orages, mais aussi sans amour, tout avait changé pour elle, lorsqu'était entré dans sa maison un jeune précepteur, du nom de Petznek, qui s'était attiré l'affection des deux enfants du couple princier, avant même d'avoir été remarqué et choisi par leur mère. Quand l'étoile avait jailli enfin, les deux amants avaient été incapables de dissimuler bien longtemps leur liaison. Comme tant d'autres membres de la famille impériale, ils s'étaient enfuis à l'étranger et n'étaient rentrés en Autriche qu'à la mort de François-Joseph ; mais leur mariage n'avait été célébré qu'après la guerre. M. Petznek s'étant fait élire député socialiste, le peuple de Vienne n'avait plus appelé Elisabeth que « la princesse rouge », car elle ne manquait jamais, pour le 1^{er} mai, de hisser à la fenêtre de son palais le drapeau de la Révolution.

La guerre ayant éclaté en 1939, il lui avait donc paru tout naturel de s'opposer à l'hitlérisme. Ralliée à la Résistance, elle s'était signalée particulièrement par le secours qu'elle avait apporté aux prisonniers français évadés. Mais tandis que son époux était envoyé dans un camp de concentration pour des

faits à peine plus graves, Hitler n'avait pas osé emprisonner la dernière descendante en ligne directe des empereurs romains-germaniques.

C'est ce personnage, cette figure de légende et d'histoire, qui intéresse à un égal degré la chronique des Cours et la sentimentalité populaire que nous allons voir aujourd'hui.

30 septembre, soir : L'entrevue a été fixée à 4 heures, « l'heure du thé », a précisé la baronne. A la station de l'Hôtel de Ville nous avons pris le tramway pour Hutteldorf. Malgré l'approche de l'automne le temps est agréable ; l'air est imprégné de ce parfum léger que répand le gazon fraîchement coupé sur les pelouses de la Hofbourg.

Le trajet est court. Nous voici devant la grille qui enclôt le parc du château. Nous remontons l'allée, plantée de peupliers, qui conduit au bâtiment principal — façade assez banale, badigeonnée de jaune — où la princesse résidait avant la guerre. Un homme vient à notre rencontre, qui se présente : « l'intendant de Son Altesse impériale ». Il a charge de nous accueillir et de nous emmener dans un petit pavillon, situé au fond du jardin privé, non loin d'un bassin d'eau dormante. Le palais lui-même a été réquisitionné, en effet, par le représentant de la France qui a refoulé l'archiduchesse dans les communs. Malgré toutes les demandes qu'elle a pu faire, les certificats médicaux qu'elle a produits, pour prouver que sa santé avait été gravement altérée par ce séjour dans une maison dont les murs ruissellent d'humidité, elle n'a pas été autorisée à réintégrer son domicile.

Attitude peu courtoise, qui a déçu profondément l'aristocratie autrichienne, francophile par tradition.

Après avoir gravi un escalier de pierre, aux marches mal ajustées, et traversé une antichambre hexagonale, nous sommes introduits dans le petit salon où nous attend la princesse.

Malgré l'austère simplicité de son costume — jupe noire, jaquette de lainage noire, foulard également noir, enserrant sa tête —, elle garde grande allure, avec sa haute taille, son profil très accusé que dépare à peine — comme il est d'usage chez les Habsbourgs — sa lèvre inférieure un peu pendante.

La conversation roule d'abord sur Paris, la ville d'art et de lumière, qui a conservé toute sa noblesse, à « l'époque la plus basse de l'espèce humaine ». « Les Tuileries ? demande-

t-elle avec une sorte d'inquiétude. Le Louvre ? L'Arc de Triomphe ? Notre-Dame ? » Je la rassure : Paris a échappé à la destruction, et, au total, a été moins abîmé que Vienne.

L'entretien prend alors un autre tour. Après nous avoir servi le thé dans des tasses en porcelaine de Chine transparente, qu'on peut craindre de briser rien qu'en les serrant entre les doigts, et chargé notre assiette de gâteaux au chocolat, l'archiduchesse se livre à sa distraction favorite, qui consiste à plaisanter son mari sur son anticléricalisme.

Celui-ci, d'aspect assez bonhomme, ne se fait pas prier pour lui donner la réplique :

— Dans notre camp de concentration, assure-t-il, il y avait des prêtres polonais qui, non contents d'accaparer la nourriture des autres déportés, prétendaient s'assurer aussi pour dormir les meilleures places, si l'on peut dire ! C'est ainsi qu'ils pratiquaient la charité chrétienne.

— Il exagère, dit l'archiduchesse.

Mais son sourire montre bien qu'elle est remplie d'indulgence pour son vieux compagnon.

Nous étions près de prendre congé, lorsque le baron de Bourgoing, démasquant ses batteries, a déclaré à notre hôtesse, que j'étais disposé à entamer une campagne dans la presse française, afin d'obtenir du représentant de la France la restitution de sa maison :

— Les arguments, assure-t-il, ne me manqueront pas. Outre les rhumatismes qu'elle a contractés, je pourrai rappeler la place qu'elle a tenue dans la Résistance autrichienne, son amitié généreuse pour les Français qu'elle a hébergés pendant la guerre — et, enfin, — mais M. de Bourgoing n'insiste pas là-dessus — la réputation de civilité de notre pays, qui serait ternie, si nous persistions à nous conduire, ici, en conquérants.

Bien que j'aie l'impression d'avoir eu la main forcée, je ne peux faire autrement qu'accepter ce qui m'est demandé.

Le jour a baissé brusquement ; l'intendant apporte les lampes à pétrole qui tiennent lieu dans ce pavillon écarté de lumière électrique. Et c'est alors que j'ai vu le portrait du prince héritier Rudolf, en costume d'amiral, qui orne un panneau du salon. Quel bel homme que l'amant de la petite Vetsera ! Moustache blonde, prunelles d'un bleu pervenche. Je songe à l'émotion de l'aide de camp, lorsqu'il découvrit le corps de l'archiduc dont le crâne était fracassé par le coup de fusil qu'il s'était tiré, presque à bout portant. Le double suicide est, aujourd'hui, bien démontré. Ce qui reste mystérieux, ce sont les causes véritables du drame : folie amoureuse ? implications politiques ? dette

d'honneur contractée à la suite d'un pari à l'américaine ? Autant d'énigmes indéchiffrables. Je suis resté un instant sans pouvoir détourner les yeux de ce visage sans voix. L'archiduchesse a surpris mon regard, mais le sien, j'en suis sûr, n'a pas vacillé.

Je crois pourtant qu'elle doit savoir le fin mot de l'affaire, m'a confié Mme de Bourgoing, comme nous étions sur le chemin du retour, mais elle n'en parle jamais, et il est interdit de lui en parler...

30 octobre 1952 : Epilogue de mon voyage à Vienne : j'ai publié, comme je l'avais promis, une série d'articles où je déplorais la situation précaire — du fait de la France — de la première dame de l'Autriche, petite fille d'un empereur et d'un roi. Ils ont été reproduits par plusieurs journaux de province et ont trouvé un écho dans la presse de Belgique où réside la fille de l'archiduchesse.

Je pensais qu'ils étaient restés sans effet, lorsque j'ai reçu, aujourd'hui, une lettre, signée « Elisabeth de Habsbourg-Lorraine-Petznek », où, dans un français impeccable, elle m'annonçait que mes efforts avaient abouti : sa maison lui était rendue, ses collections de tableaux lui étaient restituées. Elle espérait que sa santé et celle de son époux en seraient améliorées...

XXVI

LA FIN DE MAURRAS ET MON ENTREVUE AVEC PIE XII

18 novembre 1952 : Encore un disparu parmi les célébrités que j'ai approchées. Il s'agit de Charles Maurras. Henri Massis qui est venu m'annoncer son décès s'est montré très ému. Pour lui, c'était un maître vénéré que sa conversion de dernière heure à la foi catholique lui avait rendu plus cher encore. Pour moi, ce ne fut jamais qu'un interlocuteur prestigieux avec lequel il m'est arrivé parfois d'être d'accord sur un point de sa doctrine ou de son action (par exemple, dans l'entre-deux-guerres, à cause de son antigermanisme). Mais les livres qu'il me dédiait — l'un d'eux m'était venu de « la prison de la Santé » — ne m'intéressaient qu'à moitié, et, pour tout dire, me touchaient peu. Je n'aimais guère le dogmatisme de sa pensée qui s'était élaboré au mépris des faits historiques. Je goûtais à peine davantage sa rhétorique, rarement insinuante, presque toujours tranchante comme un couperet et sa logique toute formelle, à laquelle le réel avait apporté tant de démentis.

La fin dramatique de sa carrière fut-elle, au moins, celle qu'il avait rêvée ? Ce n'est pas sûr. Sans doute eût-il souhaité mieux que cette condamnation à la détention perpétuelle qu'il accueillit comme un pis-aller, d'autant plus outrageant qu'il n'avait jamais ménagé lui-même ses adversaires. Ce qui l'eût comblé, c'était une exécution théâtrale, qui lui aurait permis, une dernière fois, d'insulter le régime, « la femme sans tête », devenue la femme sans entrailles, ou, comme il l'avait crié à ses juges, « la République des assassins ».